

Les socialistes

Alexandre Millerand, Édouard Vaillant, Jules Guesde, Jean Jaurès, Gustave Hervé, Léon Blum, Marcel Déat, Paul Faure, Marceau Pivert, Jean Zyromski, Guy Mollet, Alain Savary, Pierre Mauroy, François Mitterrand, Michel Rocard, Jacques Delors, Jean-Pierre Chevènement, Lionel Jospin... ces figures de la vie politique française du XX^e siècle ont en commun d'avoir été, à un moment ou un autre, des porte-parole ou des emblèmes du socialisme français. Rares sont ceux qui n'ont connu que le Parti socialiste (SFIO ou PS) ; certains l'ont rejoint après un engagement plus modéré, d'autres ont suivi un chemin inverse ; quelques uns ont fini par l'abandonner pour d'autres rivages politiques... Ce panthéon, certes sélectif, fait immédiatement percevoir la difficulté de broser en un minimum de traits un portrait d'ensemble des socialistes français, d'autant que la diversité des trajectoires sociales et politiques des personnages qui le composent se retrouve au niveau des dirigeants et des élus locaux et, dans une moindre mesure, des militants. Notre sélection fait cependant apparaître en négatif une image moins kaléidoscopique. En effet, aucun de nos « grands hommes » (et sans doute faudrait-il parler ici de « grands mâles ») n'est ouvrier ; la plupart appartiennent aux professions intellectuelles, celles exigeant un niveau de diplôme supérieur : hauts-fonctionnaires, professeurs, professions libérales, journalistes. Les cadres intermédiaires du parti offrent une image plus nuancée. Cependant, là aussi, les ouvriers sont, dès l'entre-deux-guerres, une espèce en voie de raréfaction, tandis que montent en puissance les instituteurs et les professeurs, les employés administratifs, les avocats et les commerçants. La population des députés socialistes élus entre 1924 et 1936 donne un assez bon aperçu de ce que sont alors les représentants du parti. Seuls 17 % sont ouvriers ou artisans (contre 36 % parmi ceux élus entre 1905 et 1914), 5 % agriculteurs, 13 % sont employés ou cadres subalternes, 20 % enseignants, 8 % commerçants, 7 % cadres supérieurs ou hauts fonctionnaires, 26 % appartiennent aux professions libérales (dont 17 % d'avocats) [Wahl, 1979]. Cette répartition n'est certes pas conforme à celle des militants et encore moins des électeurs de l'époque, nettement plus populaire, mais elle témoigne parfaitement du caractère socialement composite du socialisme français et de la place marginale qu'occupent les militants ouvriers au sein de ses instances dirigeantes à partir des années 1920.

Cinquante ans plus tard, la situation s'est aggravée. Les ouvriers, de même que les employés, ont quasiment disparu des bancs socialistes de l'Assemblée nationale. Sur les 273 députés de la « vague rose » de 1981, record historique absolu, ces deux catégories ne représentent en effet que 3,6 %, tandis que 71 % relèvent des catégories socio-professionnelles supérieures : 7,8 % sont industriels ou gros commerçants, 9,6 % professions libérales, 6,3 % exercent une profession intellectuelle, 17 % sont fonctionnaires de catégorie A auxquels il convient d'ajouter 12,9 % d'enseignants du supérieur et 17,3 % de professeurs du secondaire [Collovald, 1985]. Quant aux militants, leur sociologie semble désormais beaucoup plus proche de celle de leurs leaders, à l'exception de quelques rares fédérations ou sections qui ont conservé un ancrage plébien. En 1985, une enquête estime à 20 % le pourcentage d'ouvriers et d'employés parmi eux, un chiffre qui tombe à 16 % en 1998 (dont seulement 5 % d'ouvriers) [Rey, Subileau, 1991 ; Subileau et al., 1999].

La diversité des voies d'accès (et de sortie) au (du) Parti socialiste et des manières d'être et de concevoir le socialisme ne saurait donc masquer la faible présence structurelle de cadres et de militants issus du monde ouvrier. Bien sûr, les socialistes ne se résument pas à leur position sociale. Au demeurant, une proportion non négligeable, entre un cinquième et un tiers selon les périodes, ont des origines ouvrières et plus encore populaires, ce qui suffit à les distinguer des militants ou élus de droite ou du centre [Bacot, 1979 ; Gaxie, 1980]. Selon les cas et les époques, l'éducation laïque et républicaine, si caractéristique d'une fraction des bourgeoisies juive et protestante, l'expérience traumatique de la guerre ou de ses effets, le

passage par certaines organisations de jeunesse ou par certaines filières d'enseignement (l'École normale supérieure au début du siècle [Charle, 1994], les écoles normales d'instituteurs des années 1920 aux années 1960), ont pu conduire au socialisme sur la base d'un engagement en faveur de la laïcité, du pacifisme, des droits de l'homme, de l'anti-colonialisme... Il n'en reste pas moins que l'organisation, les discours et les pratiques du ou des partis qui ont prétendu représenter le socialisme démocratique en France (la Section française de l'internationale ouvrière puis le PS, mais aussi le Parti socialiste de France (PSF) créé après le départ des néo-socialistes en 1933 ou le Parti socialiste autonome (PSA) puis le Parti socialiste unifié (PSU) au début des années 1960) se ressentent considérablement de leur incapacité à promouvoir des élites populaires. Ce qu'on peut appeler la « mauvaise conscience de classe » du socialisme français, entretenue longtemps par les attaques du Parti communiste, explique sans doute en partie, qu'à la différence de la plupart des leaders des partis sociaux-démocrates européens, ses porte-parole ont été contraints en permanence à un grand écart entre des discours de rupture imbibés de référents marxistes et des pratiques de compromis, tant au niveau de l'État central que des collectivités locales [Bergounioux, Grunberg, 1996].

Cette marginalisation des ouvriers et la surreprésentation corrélative des professions intellectuelles est le fruit d'un processus complexe. Deux ensembles de phénomènes, eux-mêmes en relation, ont joué un rôle déterminant : d'une part, la prégnance du combat en faveur de la République contre les élites monarchistes et bonapartistes et contre l'Église, d'autre part, la lenteur de l'industrialisation. L'introduction précoce du suffrage universel et l'instabilité du régime ont largement contribué à faire de la question républicaine le clivage politique majeur au sein de la société française, bien avant que ne se forment les premiers partis organisés. Pas un canton ou une circonscription qui ne fût traversé, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, par la rivalité entre les « blancs » et les « bleus » alliés souvent (mais pas toujours) aux « rouges ». Au tournant du siècle, l'affaire Dreyfus puis les conflits engendrés par la loi sur la séparation des Églises et de l'État en ont constitué le point d'orgue. Dans ces conditions, la « question sociale » a tardé à devenir l'axe central autour duquel s'est structuré le champ politique. Le caractère tardif de l'industrialisation ou du moins son aspect éclaté n'a de ce point de vue rien arrangé. Sauf dans certaines zones de grande industrie, les ouvriers étaient insuffisamment nombreux et solidaires et trop dispersés pour faire élire leur candidat sur la base d'un programme de classe.

Le mouvement ouvrier français a de ce fait longtemps été divisé sur l'attitude à adopter à l'égard des élections et du régime, surtout après la répression de la Commune de Paris. Beaucoup de syndicalistes de métiers traditionnels ont ainsi rejeté la participation électorale au profit de l'action « économique » privilégiant longtemps la coopérative puis la grève générale [Moss, 1985 ; Julliard, 1988] plutôt que le bulletin de vote et la réforme législative. Les guesdistes, surtout implantés dans l'industrie textile du Nord de la France, assez puissants pour ne pas dépendre des radicaux, étaient sans doute les seuls à pouvoir se permettre de prôner un usage propagandiste des élections et de l'arène parlementaire [Willard, 1965]. Ailleurs, des socialistes indépendants, soutenus parfois par des syndicats corporatifs comme dans certaines régions minières [Trempe, 1971] ou villes portuaires [Quellien, 1984], jouaient pleinement le jeu électoral et s'alliaient généralement avec des républicains de gauche sur la base de programmes « réformistes » et anti-cléricaux. La plupart étaient élus dans des zones déchristianisées et de tradition républicaine avec les suffrages d'une partie de la petite-bourgeoisie et de la paysannerie.

Cette situation a contribué à entretenir au sein d'une partie du monde ouvrier une hostilité à l'égard de la République, mais aussi vis-à-vis des élus et candidats socialistes dont beaucoup avaient en outre le grave défaut de ne pas être extraits du peuple. Jaurès, professeur issu de la bourgeoisie provinciale, comme Guesde, journaliste sans racines ouvrières – sans

parler de l'avocat Millerand ou d'Aristide Briand – n'inspiraient guère confiance. Ces « bourgeois » venus au socialisme par une démarche de l'esprit, intellectuelle et morale, étaient suspectés d'opportunisme. Cette réaction de méfiance et d'hostilité était à la fois sociale et politique. Quelles que soient les positions idéologiques affichées par les leaders politiques socialistes, plus ou moins républicaines ou collectivistes, ils se voyaient donc contester le droit, de parler au nom de la classe ouvrière. La Charte adoptée au congrès de la CGT d'Amiens de 1906 symbolise cette rupture entre une partie du mouvement ouvrier et les dirigeants de la SFIO, même si elle s'explique aussi par des considérations conjoncturelles (déception à l'égard de la politique du bloc des gauches) et tactiques (volonté des syndicats de métier d'éviter la prise de contrôle de la CGT par des syndicats d'industrie d'obédience guesdiste). Le syndicaliste Pierre Monatte a bien résumé l'enjeu du congrès dans le compte-rendu qu'il en a publié : « La classe ouvrière, devenue majeure, entend enfin se suffire à elle-même et ne plus se reposer sur personne du soin de sa propre émancipation » [Monatte, 1976, p. 59]. Ce clivage va être à l'origine d'une partition organisationnelle entre syndicat et parti qui va peser lourd sur le socialisme français. Comme le rappelle Annie Kriegel : « Avant 1914, syndicalisme et socialisme français, loin d'être en effet les deux branches spécialisées mais convergentes d'un mouvement unique, sont alors deux totalités s'opposant et s'excluant, deux partis qui s'enracinent dans un terreau doctrinal différent, qui élaborent et mettent en œuvre des stratégies et des tactiques radicalement antagonistes, même s'il advient que sur certains points et dans certaines circonstances – rares – les deux concurrents esquissent un rapprochement temporaire et limité. » [Kriegel, 1968, p. 16].

Nous rappellerons dans un premier temps que le résultat de cette rivalité a été d'empêcher la constitution d'un parti fort et discipliné. Par la suite, l'apparition du Parti communiste, au lieu d'encourager le Parti socialiste à développer des pratiques de sélection du personnel ouvrier et à renforcer ses liens avec la CGT, va plutôt avoir l'effet inverse. Devenu progressivement un parti dominé par un personnel politique issu des classes moyennes et notabilisé, il a été le théâtre d'un curieux mélange entre soucis de préservation du capital électoral et grands débats doctrinaux, au détriment de l'action et du travail de formation militants. La place du militantisme y a souvent été valorisée dans les discours mais peu encouragée en pratique faute de ressources suffisantes, à de rares exceptions près : au cours des années 1930, dans l'immédiat après-guerre, dans les années 1970. L'incapacité du PS, à partir des années 1980, à attirer les « déçus du communisme », aussi bien que les militants des « nouveaux mouvements sociaux » (féminisme, écologie, régionalisme, luttes urbaines, altermondialisme...) et des associations de solidarité, la place considérable prise en son sein par les enjeux liés au contrôle des postes, apparaît dans ces conditions comme l'ultime avatar d'un processus de longue durée.

Si, comme on le verra dans un second temps, le militantisme socialiste existe néanmoins bel et bien, il a toujours été le fait de groupes restreints, parmi lesquels les enseignants ont joué un rôle clé, qu'il s'agisse des professeurs de lycée au début du siècle, des instituteurs entre les années 1930 et 1950 ou des professeurs de l'enseignement secondaire à partir des années 1960. Ce militantisme a toujours été pluriel, concurrentiellement associatif, syndical, coopératif, et partisan. À la différence du Parti communiste ou de beaucoup de partis sociaux-démocrates, la pluri-appartenance qui en découle n'a jamais reposé sur une intégration des différentes organisations qui, peu ou prou, se reconnaissaient dans les mêmes valeurs : laïcité, émancipation ouvrière, justice sociale, humanisme, défense de l'État providence... Autrement dit, le Parti socialiste n'a été qu'une des composantes parmi d'autres du milieu socialiste français [Sawicki, 1997]. À certains moments, des partis dissidents – on les a mentionnés – ont même pu lui contester sa prétention à en monopoliser la représentation politique. Faute de place et compte tenu de la relative brièveté de leur existence, nous les laisserons de côté, en remarquant simplement que leur émergence a correspondu à des

oppositions qui ont affecté l'ensemble du milieu partisan. Ce dernier apparaît au final comme une nébuleuse dont les planètes sont largement autonomes, même si elles interagissent les unes avec les autres. Selon les époques mais aussi selon les régions, la Libre Pensée, le Grand Orient de France (GODF), certaines revues, la Ligue des droits de l'homme (LDH), le mouvement coopératif, la CGT puis la CGT-FO, la FEN et les autres associations laïques (amicales laïques, associations de parents d'élèves de la FCPE...), la CFDT, certaines associations d'éducation populaire ont ainsi joué un rôle crucial dans la diffusion des idées socialistes et comme viviers d'adhérents, sans que la plupart du temps leurs stratégies n'aient été coordonnées. L'investissement dans le parti, la candidature à une élection ne se sont jamais non plus imposés comme points de passage obligés pour les dirigeants de ces organisations. Il est significatif à cet égard qu'en dehors d'André Henry, ex-secrétaire national de la FEN devenu ministre du Temps libre en 1981 et de Jacques Chérèque, ancien secrétaire de la fédération de la métallurgie de la CFDT, devenu ministre délégué à l'Aménagement du territoire en 1988, aucun dirigeant syndical d'envergure ne soit devenu ministre ou responsable de premier plan du PS au cours de ces vingt dernières années. En bref, le Parti socialiste est d'abord un parti d'élus au sein duquel le militantisme et les militants ont toujours eu un statut incertain.

L'angle adopté ici repose sur le postulat qu'on ne peut comprendre les socialistes français, les rapports qu'ils entretiennent avec le parti qui prétend les représenter, leurs pratiques et leurs valeurs, sans préciser les spécificités structurelles et institutionnelles de ce dernier, c'est-à-dire sa hiérarchie interne, les règles et les normes écrites et coutumières qui le régissent et les relations qu'il entretient avec son « milieu ». Ces règles et ces relations ne sont pas les mêmes partout [Sawicki, 1997 ; Sadoun, 1988]. La centralité du parti, son degré d'organisation sont grands dans le Nord, le Pas-de-Calais, l'Aube, la Saône-et-Loire, en région parisienne et dans quelques villes extérieures à ces zones, telle Limoges ou Montluçon par exemple. Dans les fédérations du sud de la Loire, l'influence du parti passe essentiellement par les élus et leurs réseaux d'affidés et les organisations extra-partisanes (coopératives et syndicats agricoles, franc-maçonnerie notamment). En dehors des bastions électoraux, les noyaux militants qui assurent un minimum de présence politique sont souvent l'émanation du monde enseignant et des syndicats de fonctionnaires. À partir des années 1970, le ralliement à la gauche d'une partie des catholiques permet au PS de s'implanter dans des régions jusque-là réfractaires (Bretagne, Pays de Loire, Alsace, Lorraine), non sans conflit avec le noyau laïque traditionnel. Cette diversité des formes partisanes n'est pas seulement la marque indélébile des configurations sociales singulières dans lesquelles s'est déployée l'activité des socialistes. Elle est aussi le symptôme de l'incapacité du parti à imposer des formes organisationnelles standardisées et souvent des consignes électorales identiques à travers le territoire. Cette souplesse a une conséquence directe sur le type de personnel politique que le parti attire.

Le statut incertain des militants au sein du Parti socialiste

Ainsi que l'ont déjà souligné de nombreux analystes [Portelli, 1980 ; Bergounioux, Grunberg, 1992 ; Winock, 1999], les conditions de la genèse du Parti socialiste sont déterminantes pour comprendre les formes de militantisme et le type de personnel politique qu'il va promouvoir. Cette phase génétique est relativement longue, car, d'une certaine façon, le Parti socialiste naît deux fois : en avril 1905 salle du globe à Paris d'abord, en décembre 1920, au moment du congrès de Tours, après la rupture avec les partisans largement majoritaires du ralliement à la Troisième Internationale ensuite. La manière dont s'est structurée la SFIO – entre 1905 et 1914, par agglomération de partis et de tendances et en opposition avec la CGT, puis dans les années 1920 en s'appuyant sur son réseau de

parlementaires et d'élus locaux [Judt, 1976] – a généré une organisation et des règles de fonctionnement – écrites et surtout non écrites – qui ont pesé lourd sur l'avenir du parti. Bien sûr, les changements politiques et sociaux (la crise des années 1930, la montée du péril fasciste, l'occupation, la résistance puis l'épuration, l'industrialisation accélérée de la France, la décolonisation, les mutations du monde catholique, la montée puis le lent déclin du Parti communiste...) ont eu de lourdes conséquences. Ils ont contribué au renouvellement des « générations » et à la redéfinition de l'espace d'influence du Parti socialiste. À bien des égards cependant, ils n'ont pas bouleversé les propriétés de l'institution partisane qui peuvent être ainsi résumées : un degré de centralisation et de discipline limité, une absence de moyens efficaces de propagande, une forte autonomie laissée aux élus, une faible coordination avec les organisations et les réseaux composant le milieu socialiste.

Un parti faiblement centralisé

Comparée à beaucoup d'autres pays d'Europe occidentale, l'unification des courants et des organisations qui se réclament du socialisme a été en France difficile, tardive et partielle [Lefranc, 1977 ; Rebérioux, 1997]. Constituée parallèlement à la CGT, la SFIO est l'agrégat de partis inégalement bureaucratisés et implantés sur le territoire national, de fédérations départementales ou régionales et d'élus souvent « indépendants », dont beaucoup entretiendront d'ailleurs longtemps un rapport très distendu avec elle [Rémy, 2001]. La défense de l'autonomie des échelons locaux apparaît à l'origine comme un moyen sûr pour chacune de ces composantes de conserver son influence au sein du nouveau parti. Les statuts entérinent cette situation. Les sections et les fédérations s'y voient reconnaître un rôle déterminant dans la définition de la politique du parti, lors de congrès qui se succèdent à un rythme annuel. En pratique, les grosses fédérations se taillent la part du lion au niveau du conseil national chargé de l'administration du parti et ont un rôle prépondérant dans la désignation des membres de la bien nommée commission administrative permanente (CAP). Les délégués de ces fédérations se sont employés à limiter les velléités de renforcement de l'appareil central, notamment en acceptant que seule une part minoritaire des cotisations soit reversée à la direction nationale. Privée déjà des ressources qu'apporteraient des liens avec des syndicats, des coopératives et des mutuelles puissantes par le biais d'adhésions collectives, cette dernière se voit empêchée de se doter d'un appareil centralisé puissant reposant sur de nombreux permanents. Ainsi, avant 1914, on ne compte que quatre délégués à la propagande chargés de prêcher la bonne parole socialiste à travers tout le pays et quatre permanents responsables de la propagande nationale et des relations avec le groupe parlementaire, alors qu'à la même époque, le SPD emploie 3000 fonctionnaires, soit un pour 250 adhérents ! [Duverger, 1976, p. 228]. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que « l'histoire de la propagande socialiste obéi[sse] à une logique constante de pénurie » [Candar, Prochasson, 1992].

Organisée statutairement comme une bureaucratie, la SFIO n'en a que l'apparence. Dès lors, l'exclusion des parlementaires des organes dirigeants ne fait qu'affaiblir un peu plus la direction. Faute de moyens pour exercer son autorité, celle-ci se voit supplanter par les leaders du groupe parlementaire, au premier rang desquels Jaurès avant 1914 et Blum dans l'entre-deux-guerres. Comme le note l'historien allemand Gilbert Ziebura : « La souplesse et la légèreté relatives de cette organisation devaient aboutir, sur un point donné, exactement au contraire du résultat recherché : le rôle des parlementaires gagna en importance alors que le statut avait voulu le limiter étroitement. Il y avait là un cercle vicieux dont le parti ne s'était pas encore dégagé lors de la deuxième guerre mondiale. » [Ziebura, 1967, p. 172]. Cette organisation si particulière a constitué une force si l'on en juge par les succès électoraux obtenus par les candidats socialistes. L'impossibilité pour la direction d'imposer des

consignes claires en matière d'alliance, de retrait ou de maintien des candidats lors des élections, a permis aux sections locales d'ajuster leurs stratégies aux circonstances locales. De même, l'articulation entre syndicat et parti, bien que proscrite au niveau national, n'a nullement empêché que chaque fédération et chaque section établissent, là où c'était possible, d'étroites relations avec les syndicats. L'absence de contrôle des instances centrales sur les instances périphériques du parti a toutefois empêché la SFIO de mettre en place une politique systématique de formation et de promotion des militants ouvriers. Les quelques tentatives de créer une école de parti ont échoué ou sont restées confinées au milieu intellectuel parisien : « Les intellectuels socialistes ne se sont pas mis au service du Parti » [Prochasson, 1993, p. 66] et le Parti socialiste n'est pas parvenu à combler cette lacune en formant en nombre ses propres intellectuels, comme le fera plus tard le Parti communiste au moyen de ses écoles et de ses revues.

En l'absence d'écoles de formation dignes de ce nom [Clouet, 1993], les sections en sont réduites à promouvoir les candidats disposant de savoir-faire et savoir-être conformes aux règles du jeu électoral. La disqualification de l'ouvrier-cabaretier Henri Carette à Roubaix fournit une belle illustration de ce processus. Élu maire de Roubaix en 1892, Carette est contraint de démissionner en 1902 après une longue campagne orchestrée par le patronat local stigmatisant l'alcoolisme, la désinvolture et l'incompétence de l'équipe municipale. Cet échec conduit la SFIO locale à promouvoir Jean Lebas, « employé modèle », comptable et travailleur acharné au profil rigoriste. Lebas reconquiert la mairie en 1912 en mettant en avant son aptitude « gestionnaire » et en retournant les arguments utilisés jusqu'ici par le patronat à l'encontre de celui-ci. Il conservera le poste de maire jusqu'en 1940, tout en cumulant les mandats de député et de conseiller général (il sera même un temps président du conseil général du Nord), ainsi que les responsabilités de secrétaire fédéral, délégué à la propagande puis trésorier de la SFIO et enfin ministre du Front populaire [Lefebvre, 2001a]. Dans ce fief guesdiste, en dépit des liens très forts qui soudent le monde ouvrier et le parti via les syndicats du textile et les coopératives, on voit ainsi émerger un nouveau personnel politique plutôt issu du monde des cols blancs. On voit aussi se mettre en place un système de domination politique fondé sur l'omniprésence et de l'omnipotence du maire, lequel se renforcera à mesure que se mettront en place de nouvelles politiques dans le domaine du logement et des équipements publics. Selon Rémi Lefebvre, après 1945, ce système connaît son apothéose : « Le [nouveau] maire, Victor Provo, premier secrétaire de la section, dirige les 22 groupes socialistes de quartier de son bureau avec le secrétaire administratif de la section et la municipalité prend en charge les réseaux déclinants de la sociabilité para-partisane. » [Lefebvre, 2001b, p. 138]. Un cinquième des adhérents sont alors des employés municipaux et le syndicat FO des communaux devient un rouage essentiel de l'influence socialiste.

À mesure de ses succès électoraux, le Parti socialiste est devenu de plus en plus dépendant de ses élus. Déjà à la tête de 297 communes en 1912, les socialistes en contrôlent 532 en 1925, 840 en 1929 et 1375 en 1935, dont, de façon relativement continue : Limoges, Brest, Lille, Toulouse, Nîmes avant 1914, puis Grenoble, Strasbourg, Mulhouse, et Amiens après 1918. Le cumul des mandats y est largement toléré et se généralise [Morin, 2001 ; Marrel, 2001]. Il apparaît comme le meilleur moyen de propager les idées socialistes et d'ancrer électoralement le parti. Dans beaucoup de municipalités, les sections locales tombent ainsi de plus en plus sous la coupe d'élus qui, bien qu'anciens militants, se notabilisent. L'adhésion alimentaire ou de reconnaissance se répand [Nevers, 1983]. Elle sera un trait durable du Parti socialiste, aussi bien au Sud qu'au Nord, comme l'indique l'effondrement des effectifs qui suit généralement la perte d'une mairie. Assez logiquement, les élus s'efforcent de contrôler le recrutement des adhérents afin d'éviter que les sections ne limitent leur pouvoir ou ne remettent en cause leur investiture. La pratique du parrainage en est l'instrument le plus efficace. Elle est attestée dans de nombreuses fédérations dès avant 1914,

comme dans le Puy-de-Dôme par exemple [Rousseau, 1991, p. 256]. Il est peu étonnant dans ces conditions que le nombre des adhérents ait eu tendance à croître beaucoup moins vite que celui des électeurs et qu'il était géographiquement très concentré. En 1914, la SFIO compte ainsi 93 000 membres pour 1,4 millions d'électeurs, dont la moitié se situent dans le Nord, la Seine, le Pas-de-Calais, le Gard, les Bouches-du-Rhône, la Gironde, l'Hérault, la Haute-Vienne et l'Aude. « De nombreuses fédérations à cotisants moyennement nombreux et peu fidèles », remarque Madeleine Rebérioux, obtiennent de bons résultats électoraux. « On vote pour le parti plus facilement qu'on y cotise dans la mesure où l'appel à y cotiser est essentiellement présenté comme un moyen de renforcer l'électorat. » [Rebérioux, 1997, p. 213]. La municipalisation du parti manifeste – tout autant qu'elle contribue à – la prévalence au sein de la SFIO des ressources électorales sur les ressources militantes. Elle aura son pendant en milieu rural à partir de l'entre-deux-guerres autour des conseils généraux comme l'a bien montré Jacques Girault à propos du Var [Girault, 1995]. Qu'avait donc à proposer la SFIO à des militants ouvriers ? Pas grand chose sans doute, sauf là où les sections fonctionnaient sur le mode de l'entre-soi et constituaient des lieux de sociabilité qui s'inscrivaient dans le prolongement de relations de camaraderie constituées à l'usine, dans le quartier et dans les associations ou la coopérative. Faut-il dès lors s'étonner que les ouvriers les plus politisés ne s'y soient pas précipités en masse et aient préféré militer dans les syndicats ou les coopératives ou... au parti communiste ?

De fait, l'hémorragie militante qui a suivi la scission de Tours n'a fait que renforcer les tendances qu'on vient de résumer à grands traits. La SFIO, exsangue, s'est reconstruit grâce aux élus (parlementaires, conseillers généraux, maires) restés très majoritairement fidèles à la « vieille maison » [Judt, 1976]. Coincée entre le Parti communiste et les radicaux, privée d'espace politique, la question des alliances électorales et de la participation au gouvernement a alimenté plus que jamais les débats internes, jusqu'à provoquer une scission en 1933. La création d'un parti rival, ajoutée à la concurrence de plus en plus pressante exercée par le PC ont provoqué un choc qui a obligé les dirigeants socialistes à développer de façon systématique le militantisme. Le départ de certains notables a ouvert la voie à de nouveaux leaders critiquant non seulement la trop grande mollesse idéologique du parti, mais aussi son manque de combativité militante. Membres ou proches de l'aile gauche du parti incarnée alors par Marceau Pivert et Jean Zyromski à la tête du courant Bataille socialiste et soutenus un temps par le secrétaire général Paul Faure, ils poussent à une révision des pratiques. Ils apparaissent, selon Éric Nadaud, « très différents du style traditionnel. Beaucoup d'entre eux se singularisent par leur aspect physique. Jeunes, glabres, ils ne portent plus les attributs classiques du militant guesdiste : la moustache, la barbe, la lavallière et le chapeau de feutre à larges bords. [...] Ils sont beaucoup plus volontaristes et impatientes. Ils s'épanouissent davantage dans l'action que dans l'enseignement de la doctrine. » [Nadaud, 1990, p. 9].

Instituteurs ou fonctionnaires, marqués directement ou indirectement par la Grande Guerre, ils sont motivés autant par le combat pacifiste réactivé par la montée du fascisme que par le combat social. Ils introduisent au sein de la SFIO les nouvelles techniques de propagande popularisées par le socialiste émigré russe Serge Tchakhotine, auteur du *Viol des foules par la propagande politique* (1939). La création des Faucons rouges qui visent à accueillir des enfants et des jeunes adolescents et la relance des Jeunesses socialistes (JS) sous une forme martiale (imposition d'un uniforme, chemise bleue et cravate rouge, recours aux chants et aux défilés...) leur doit beaucoup, de même que la systématisation du poing levé et du logo (les trois flèches représentant le parti, le syndicat, la coopérative) ou du recours à des slogans (« Pain, paix, liberté », « Vive l'office du blé », « À bas la guerre ») qu'on prend l'habitude d'inscrire sur des banderoles et des panneaux au cours des meetings ou des manifestations organisées par le parti. L'organisation de fêtes et de bals à l'occasion de

diverses commémorations se répand également, de même que la projection de films. Ce regain d'activisme concerne la région parisienne et, en province, autant les régions rurales qu'ouvrières. Dans les campagnes rouges du sud de la Loire, ces nouvelles pratiques semblent avoir eu un certain impact en ouvrant de nouveaux espaces de sociabilité à la jeunesse [Lynch, 2002]. Mais ces nouvelles pratiques se heurtent aussi bien à la conception pédagogique et rationaliste du recrutement militant des dirigeants guesdistes (« le parti a besoin d'hommes sûrs et non pas de surhommes » se plaisait à répéter l'helléniste Bracke-Desrousseaux) partagée finalement par la majorité des enseignants socialistes (voir *infra*), qu'à la résistance des élus attachés à un socialisme moins démonstratif. C'est en conséquence sans doute moins ce nouveau style de militantisme que l'enthousiasme et l'espoir suscités par la victoire du Front populaire qui provoquent l'afflux sans précédent d'adhérents nouveaux à la SFIO qui, de 120 000 adhérents en 1935, passe à 200 000 en 1936, puis plus de 250 000 en 1937 et 1938 ; tandis que dans le même temps les JS passent de 16 328 à 40 000 membres [Lefranc, 1977].

Cette augmentation spectaculaire ne doit cependant pas cacher l'incapacité des socialistes à (re)prendre pied dans les régions de grande industrie et notamment en banlieue parisienne. La présence ancienne des communistes dans les entreprises, mais aussi dans les comités locaux contre la vie chère ou le logement insalubre leur permet d'y damer de plus en plus souvent le pion aux socialistes. La création tardive des amicales socialistes d'entreprise en 1936 apparaît dans ces conditions comme une tentative quelque peu désespérée de contrer l'influence grandissante des communistes, qui profitent à pleine de la réunification de la CGT [Rioux, 1979 ; Hainsworth, 1976]. Le développement de la SFIO se concentre alors principalement dans des régions dont la structure sociale se caractérise « par un mélange d'agriculture et de petite ou moyenne industrie disséminée, avec prédominance, toutefois, de l'élément paysan : dans le Midi et le Sud-Ouest (Drôme, Var, Hérault, Tarn, Haute-Garonne, Aude, Pyrénées-Orientales), de la Bourgogne à l'Auvergne (Saône-et-Loire, Côtes-d'Or, Jura, Nièvre, Allier), dans le Centre (Haute-Vienne), dans l'Ouest (Gironde, Charente-Inférieure) » [Ziebura, 1967, p. 191]. L'entre-deux-guerres est donc marqué par une substitution de la SFIO au radicalisme au sud de la Loire et par un remplacement subreptice de celle-ci par le Parti communiste au nord. Pour l'essentiel, cette carte de l'implantation socialiste ne bougera pas jusqu'au début des années 1970. La volonté de refonder un parti de militants tourné vers les luttes sociales et de corriger les défauts de l'organisation socialiste en rétablissant l'autorité du parti qui s'est exprimé à la Libération a débouché sur une impasse. Les velléités de réforme se sont heurtées aux exigences de la survie électorale et au poids des habitudes. Malgré la purge effectuée en son sein, les élites qui dirigent la SFIO ne sont pas porteuses d'une nouvelle culture politique. Elles ont pour l'essentiel rejoint l'organisation au cours des années 1930, à l'image de Guy Mollet [Sadoun, 1982 ; Ménager et *al.*, 1987]. Bousculées par le Parti communiste, perturbées par la guerre froide, surprises par la décolonisation, elles vont se tourner vers des alliances au centre qui brouilleront l'image de la SFIO et lui feront perdre de plus en plus d'audience tant chez les ouvriers que chez les intellectuels. Le communisme et le mendésisme, version renouvelée du planisme d'avant-guerre, deviennent alors les deux principaux pôles de référence de la gauche française. Dans ces années de traversée du désert et de « léthargie militante » [Mériaudeau, 2001, p. 77], les mairies et les conseils généraux ont constitué plus que jamais les principales ressources du Parti socialiste. Ainsi, durant les années 1960, alors que la SFIO rassemblait 15 % des suffrages, ses représentants présidaient 25 % des conseils généraux [Morin, 2000 et 2001]. En 1968, la moitié des 80 000 adhérents revendiqués (concentrés pour près de 40 % dans le Pas-de-Calais, le Nord et les Bouches-du-Rhône) possèdent un mandat de conseiller municipal. Cet ancrage institutionnel explique que, malgré le discrédit du parti, le succès d'estime que rencontrent le PSU et les nombreux clubs qui prolifèrent dans l'orbite « réformatrice » (Club Jean-Moulin, Convention des institutions

républicaines, Citoyens 60, Horizon 80...) n'a pas conduit à la disparition pure et simple de la SFIO. Les effectifs cumulés des clubs n'ont probablement jamais dépassé les 20 000 membres [Mossuz, 1970]. C'est donc logiquement à partir de la structure organisationnelle de la SFIO, mais aussi de son héritage idéologique (le socialisme républicain jaressien, le marxisme tempéré blumiste, la laïcité...) que s'opère la renaissance du socialisme français. L'habileté de François Mitterrand sera d'endosser les habits de l'héritier, sans être issu de la famille socialiste.

Le Parti socialiste après 1971 : une mutation avortée ?

La reconstruction des années 1970 s'inscrit au croisement de transformations socio-économiques (la croissance massive de l'enseignement secondaire et du développement des professions intermédiaires du secteur public, urbanisation, boom associatif et relance de l'action syndicale) et politiques (épuisement du gaullisme, montée du gauchisme en rupture avec le Parti communiste). De façon inattendue et sous la férule de François Mitterrand, qui anticipe plus vite que d'autres l'importance de l'élection présidentielle, le Parti socialiste constitué au congrès d'Épinay en 1971, parvient à incarner une alternative crédible au communisme et à la droite gaulliste puis giscardienne. La concurrence avec le PCF, mais aussi la concurrence interne que stimule l'institutionnalisation des courants sont au principe d'une croissance importante de l'adhésion et du militantisme. La création des sections ou des groupes d'entreprise est un des symboles de ce renouveau militant : 230 sections d'entreprise et 809 groupes socialistes d'entreprises sont ainsi constitués entre 1974 et 1977. Elle témoigne du souci des socialistes d'être présents dans les luttes sociales [Cayrol, 1978]. De manière générale, les socialistes reprennent l'habitude de distribuer des tracts ou de coller des affiches à la porte des usines, tandis que les élus se joignent aux manifestations en défilant derrière leurs propres banderoles. Les adhérents sont fortement incités à investir le tissu syndical et associatif, avec d'autant plus de réussite que beaucoup en sont issus. Les statuts adoptés en 1974 réaffirment avec force l'obligation pour tout socialiste d'être membre d'un des syndicats de sa profession tout en limitant la présence des élus dans les organismes dirigeants. Un nouveau style militant est ainsi mis au goût du jour. On en mesure très bien les effets en Gironde, vieille et puissante fédération socialiste où le nombre des mairies socialistes laisse pourtant présager l'importance du notabilisme et des adhésions « alimentaires » : en 1972, 44 % des adhérents s'y considèrent comme des militants actifs, 57 % disent assister régulièrement aux réunions du parti, 25 % consacrer le plus de temps à l'affichage et à la distribution de tracts... et 45 % aux réunions et contacts individuels ; enfin 40 % prétendent s'investir plus d'une heure par semaine dans les activités syndicales et 75 % dans les activités associatives [Lagroye et al., 1976].

Ce renouveau des pratiques s'accompagne de l'adoption d'un discours polyphonique qui combine rhétorique marxiste et, après les Assises du socialisme de 1974, thématique autogestionnaire. La défense des salariés coexiste avec la défense des droits des femmes et des minorités, l'apologie des nationalisations se combine avec une critique du productivisme capitaliste [Gerstlé, 1979]. La « novlangue » socialiste permet au PS d'élargir son audience et de prendre pied dans des zones de traditionnelle faiblesse de la SFIO, ce qui conduit à un rééquilibrage géographique de son implantation : dans les grandes villes et leurs banlieues nouvelles, dans des régions de tradition catholique et conservatrice, telles que la Bretagne, les Pays-de-Loire ou la Lorraine. Des fédérations jusqu'alors anémiques augmentent considérablement leurs effectifs, tandis que les vieux bastions du Nord-Pas-de-Calais, du Sud-Ouest (Gironde, Landes, Haute-Garonne, Ariège...) et du Sud-Est (Hérault, Aude, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Var...), stagnent et perdent l'influence prépondérante qu'ils avaient au sein de la SFIO. C'est dans la région parisienne (10 % des effectifs du parti) et la région

Rhône-Alpes (7 %), cœur de la France en expansion, que l'essor est alors le plus grand [Portelli, 1980, p. 123].

Cette époque de forte effervescence militante semble aujourd'hui bien lointaine. Tout s'est passé comme si la « vague rose » de 1977 puis la victoire de 1981 avaient refermé la parenthèse. Après avoir vitupéré les « notables » et les « compromissions » de la SFIO, les militants d'hier ont endossé les habits du pouvoir et déserté les sections et les commissions du parti. Observant au début des années 1980, le fonctionnement des nouvelles équipes municipales élues en 1977 en Ile-de-France, Stéphane Dion constate que « chez les socialistes, la plupart des maires donnent l'impression de correspondre au modèle du notable qui concentre autour de lui ses propres réseaux d'influence et préserve son autonomie par rapport au parti et à ses militants. [...] Les sections locales en particulier se révèlent inaptées à remettre en cause le fonctionnement de ce pouvoir municipal installé. C'est plutôt le maire qui veille à conserver un contrôle sur sa section de façon à empêcher l'émergence de leaders concurrents et à disposer de troupes militantes en période de mobilisation électorale » [Dion, 1986, p. 3]. La conquête du pouvoir gouvernemental pour une durée sans précédent a fortement contribué à dévaluer le militantisme. Ce ne sont plus de militants ou d'idéologues dont le parti a désormais le plus besoin, mais d'experts. En puisant pour l'essentiel dans le vivier de la haute-fonction publique pour constituer leur cabinet, le président et les nouveaux ministres objectivent la frontière entre l'État et le Parti [Dagnaud, Mehl, 1982 ; Birnbaum, 1985]. Le centre névralgique du pouvoir se déplace du parti vers les ministères et l'Élysée, tout comme localement il s'est déplacé des sections vers les mairies ou les conseils généraux ou régionaux. Un nouveau personnel dirigeant fait petit à petit son apparition, non pas issu du militantisme associatif ou syndical, mais sorti de la haute-fonction publique et passé par les cabinets : Martine Aubry, Elizabeth Guigou, Jean-Louis Bianco, François Hollande en sont les figures les plus connues. Localement, les assistants parlementaires et les membres des cabinets d'élus tendent à jouer de plus en plus souvent les premiers rôles dans l'animation des sections.

La déception que cause cette évolution se manifeste par une lente hémorragie des adhérents et par leur faible renouvellement, sans que la direction du parti ne réagisse vraiment : alors que le PS était passé de 1971 à 1982, de 80 300 à 213 584 adhérents, il retombe à 177 878 en 1986 avant de descendre après la défaite de 1993 en dessous de la barre des 100 000 adhérents [Bergounioux, Grunberg, 1992, p. 361]. Les facilités du pouvoir, révélées par l'affaire Urba, ont rendu il est vrai entre temps secondaire les cotisations qui représentent moins de 20 % du budget global. Le pourcentage de professionnels de la politique parmi les adhérents, c'est-à-dire de personnes vivant en bonne partie de la politique, est difficile à évaluer. Au bas mot, par recoupement de diverses sources, on peut estimer que le PS compte dans ses rangs, à la fin des années 1990, au moins 40 000 élus et 10 000 de leurs collaborateurs, ces deux catégories étant poreuses. De leur côté, les adhérents ont vieilli et beaucoup d'entre eux sont non seulement faiblement investis dans le parti mais dans le monde associatif ou syndical. Un sondage effectué par l'IFOP en 1990 pour le compte du quotidien *Libération* (14 mars 1990) auprès d'un échantillon de 930 adhérents du PS révèle ainsi que 40 % n'appartiennent à aucune association et 52 % à aucun syndicat. La cause de ce phénomène réside à la fois dans l'abandon de tout militantisme extérieur par des adhérents vieillissants et dans le désengagement de nombreux militants syndicaux et associatifs, remplacés par des membres d'un nouveau type. De fait, 44 % des adhérents du PS, d'après cette même enquête, ont adhéré après 1981, ce qui permet d'estimer qu'au moins 40 % des adhérents du parti de 1981 l'ont quitté au cours de la décennie 1980. Dix ans (1971-1981) n'auront pas suffi pour que le PS se dote d'une organisation et d'une culture partisanes de type social-démocrate.

Réseaux et milieu socialistes

Le Parti socialiste français défie depuis longtemps les catégories les plus routinisées de l'analyse des partis politiques. Ni parti de masses ni parti de cadres, il apparaît, on vient de le voir, comme un parti qui se veut de masses, mais qui, pour l'essentiel, est un parti d'élus et d'électeurs, même si ce constat doit être modulé en fonction des moments et des lieux. Comparée à d'autres partis sociaux-démocrates ou aux partis communistes, son organisation s'est, on l'a vu, plutôt révélée efficace : en tant qu'institution, le PS a surmonté bien des passages à vide (les années 1920, les années 1950-1960, la première moitié des années 1990). Il est toujours parvenu à conserver un électorat substantiel au regard de la faiblesse de son tissu militant et de ses instruments de propagande. La raison n'en tient pas seulement à ses élus locaux. La force du socialisme français prend ses racines dans un milieu composite aux frontières floues et mouvantes, constitué de nombreux réseaux (associatifs, syndicaux, familiaux, politico-administratifs, intellectuels...), dont les membres partagent et véhiculent un certain nombre de valeurs communes : laïcité, humanisme, attachement aux droits de l'homme et aux principes de justice sociale, pacifisme, internationalisme, libéralisme culturel. Bien qu'évolutives et inégalement prégnantes selon les périodes et les groupes, ces valeurs sont au principe d'identités concurremment sociales et politiques que le parti a su, plus ou moins, et en concurrence souvent avec d'autres partis de gauche (y compris le PCF), mobiliser en sa faveur sous la forme de vote ou d'adhésion. Isoler l'organisation partisane de ce milieu empêche de comprendre la force du Parti socialiste [Sawicki, 1997 ; Girault, 2001].

La spécificité du socialisme français tient en l'absence d'intégration « verticale » de ce milieu et de ces réseaux. L'héritage de la Charte d'Amiens n'y est pas pour rien, mais vaut surtout comme formule incantatoire. C'est pour conjurer le contre-modèle bolchévique, que la Charte d'Amiens a été constamment sollicitée à partir des années 1920 pour justifier le type de rapport entretenu par le Parti socialiste avec les syndicats de salariés (CGT entre les deux guerres, CGT-FO et FEN après 1948, CFTD dans les années 1970) ou les groupements agricoles. L'indépendance des organisations était d'autant plus louée qu'elle permettait de vilipender le PCF et qu'elle n'entraînait pas en contradiction avec les intérêts des élus. La contrepartie, on l'a vu, a été une disparition des militants ouvriers des instances dirigeantes de la SFIO. Dès lors que l'action syndicale a toujours constitué pour les ouvriers la principale voie propédeutique vers l'engagement politique, les efforts déployés par les dirigeants socialistes et par les dirigeants syndicaux pour ne pas mélanger les genres ont rendu cette voie semée d'embûches. On ne saurait pour autant déduire de ce modèle un cloisonnement radical des sphères. Des collusions fortes, d'intensité variable selon les endroits et les périodes, ont existé entre certains groupements ou organisations et le Parti socialiste qu'on peut notamment repérer dans les trajectoires militantes et dans les prises de position.

Le poids de la « nébuleuse laïque »

Parmi ces groupements, il convient d'accorder une place particulière à la « nébuleuse laïque » [Aubert et al., 1985]. Les associations créées pour défendre l'école publique et les amicales puis les syndicats d'enseignants constituent dans la France du début du siècle le soubassement d'un milieu social et d'une culture politique favorable à l'idéal républicain d'égalité et de laïcité, dont les 150 000 instituteurs/trices forment le noyau. Ses membres les plus engagés, longtemps proches du Parti radical, se sont progressivement rapprochés du socialisme, si bien que le milieu laïque constituera à partir des années 1930 un terreau essentiel pour la SFIO. Instituteurs mais aussi professeurs, petits fonctionnaires et membres des professions libérales investis dans la défense de l'enseignement public y ont progressivement pris le relais des ouvriers syndiqués. Protégés par leur statut, désormais

libres de se syndiquer et de se présenter aux élections locales, disposant de savoir-faire administratifs particulièrement utiles en politique, les instituteurs sont devenus les principaux animateurs du parti, dans les villes comme dans les campagnes. Selon des sources internes citées par Jacques Girault, en 1939, les instituteurs auraient été à la tête de 2500 des 4000 sections du parti. À l'inverse, parmi les dirigeants du Syndicat national des instituteurs (SNI) qui ont traversé la guerre sans dommage, 68,5 % sont membres ou sympathisants du PS [Girault, 2000, p. 293 sq]. Les instituteurs sont, avec les professeurs, le socle qui permet à la SFIO de ne pas sombrer corps et biens sous la IVe République. Nombreux parmi les responsables fédéraux, ils le sont un peu moins parmi les élus. Ils représentent toutefois le groupe le plus important à l'Assemblée nationale : sur les 198 députés SFIO de la IVe République, 32 sont instituteurs (16 %), 35 professeurs (17,6 %) et 41 membres des professions libérales (20,7 %) [Dogan, 1961].

Le rapprochement croissant des instituteurs du Parti socialiste coïncide avec l'élargissement de leur recrutement social après la Première guerre mondiale. C'est bien en effet de la méritocratie républicaine d'où sont issus les maîtres d'école socialistes. Sur les 27 secrétaires fédéraux de l'entre-deux-guerres appartenant à cette catégorie recensés dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* (le « Maitron ») dont on connaît l'origine sociale (sur un total de 39), 6 sont fils de cultivateurs, 4 ont un père artisan (forgeron, horloger, menuisier), 8 sont fils d'ouvrier, 2 d'aubergiste, 3 sont fils d'instituteur et 2 d'employé (un comptable, l'autre employé d'octroi). Très majoritairement passés par les écoles normales, bons élèves, les instituteurs socialistes sont imprégnés de culture laïque et républicaine, mais ils sont surtout pacifistes et fortement engagés dans l'action syndicale tant au sein de leur profession qu'aux côtés des ouvriers et des employés. Affiliés à la CGT via la Fédération générale des fonctionnaires, ils en co-animent souvent les unions locales. Si la SFIO est le parti qui leur est le plus proche, c'est non seulement parce qu'il a beaucoup ferrailé pour la reconnaissance de leur droit syndical et pour l'école publique, mais c'est aussi parce qu'il promeut une forme de militantisme qui est la plus conforme à leur ethos. Le refus « de quitter une Église pour entrer dans une autre », qui revient dans les témoignages recueillis par Jacques et Mona Ozouf « à la manière d'un refrain sentencieux et obsédant » [Ozouf et al., 1992, p. 111] traduit bien le refus de ces instituteurs d'être embrigadés et d'être empêchés de « penser librement ». On retrouvera le même type d'argumentation chez les militants de la CFDT des années 1960-1970 en rupture avec la tutelle cléricale. Dans les deux cas, la faible discipline interne du Parti socialiste, apparaît à ces militants comme un moindre mal, par comparaison avec celle qui caractérise le PCF ou les partis trotskystes. Le rôle d'animateur et de pédagogue qu'ils jouent au sein du Parti socialiste valorise en outre leurs compétences. Les relations de camaraderie tissées entre militants syndicaux, associatifs (amicales laïques, franc-maçonnerie, Ligue des droits de l'homme) et politiques contribueront à entretenir ces liens d'affinité idéologique sur la longue durée.

Choisie au hasard dans le « Maitron », la biographie de Marcel Giraudon (1900-1982) illustre de manière idéaltypique la carrière de ces instituteurs, leur ancrage local, la multiplicité des positions qu'ils occupent et le va-et-vient entre celles-ci. Né avec le siècle dans un village de l'Ain dans une famille d'aubergistes, Marcel Giraudon fit des études dans une École primaire supérieure avant d'entrer à l'École normale d'instituteurs de Bourg-en-Bresse en 1915. Il fit toute sa carrière dans le département. Il épousa civilement une institutrice en 1935. Secrétaire de mairie dès le début de sa carrière, Marcel Giraudon entra au SNI en 1922. « Membre du conseil syndical, il fut le gérant du Bulletin départemental de 1932 à 1936. Il participa à toutes les actions syndicales et antifascistes, depuis la grève du 12 février 1934 jusqu'à celle du 30 novembre 1938. [...] Il participa à des initiatives locales (animation de cours d'adultes, société sportive, sociétés scolaires, forestières et fruitières). Membre de la SFIO depuis 1926, Marcel Giraudon fut secrétaire de la section de son village

jusqu'à la guerre. Il fut initié à la loge l'Amitié fraternelle de Bourg en 1936. Profondément pacifiste, il prit part à la campagne syndicale pour la paix à l'automne de 1938. Réformé, il demanda à passer devant une commission de réforme pour être mobilisé en mars 1940 et entra dans la Résistance dans le cadre du MLN à partir de juillet 1942. À la Libération, il fut membre du Comité local de la Libération des Neyrolles. Après la guerre, Marcel Giraudon fut le secrétaire adjoint de la fédération SFIO de l'Ain et conseiller municipal de Bourg-en-Bresse (1953-1959). Membre de la Ligue des Droits de l'Homme depuis 1928, de la Libre Pensée depuis 1936, il fut administrateur national de cette organisation (1957-1968). Marcel Giraudon, toujours syndicaliste, occupa diverses fonctions dans les organisations proches de l'enseignement : directeur de la MGEN (1947-1955), président de l'UFOVAL de l'Ain (1954-1961), vice-président de la FOL (1959-1961), membre de Comité directeur des Francs et Franches Camarades, etc. Il fut secrétaire de la Fédération générale des retraités de l'Ain de 1956 à 1976. »

Circule au sein des réseaux ainsi tissés une « vision du monde » qu'on peut définir approximativement comme un mélange de libéralisme politique, d'attachement à l'égalité des chances et à la promotion sociale par le savoir, d'humanisme et de jacobinisme. Les écoles normales en furent longtemps un des lieux de transmission privilégiés. La constitution de la FEN en 1948 autour de deux tendances dominantes, l'une socialiste, l'autre communiste, ne fait qu'objectiver la présence des socialistes au sein du syndicat qu'il domine grâce au contrôle majoritaire qu'ils exercent sur le SNI. Les passerelles sont nombreuses entre militantisme syndical et partisan, mais aussi associatif, facilitées par la forte implication de la SFIO dans le combat contre l'enseignement privé et l'aide apportée par les municipalités socialistes aux associations affiliées aux fédérations des œuvres laïques (FOL). Les comités départementaux d'action laïque, les loges maçonniques du GODF, les sections de la LDH, les directions des mutuelles constituent autant d'organisations où les mêmes militants s'entrecroisent. « Ces relations ne dessinent pas une structure de type social-démocrate, réalisant une subordination du syndicat au parti », mais traduisent une réelle interdépendance [Aubert et *al.*, 1985, p. 255], qui n'est pas exempte de conflits. À la fin des années 1950, les orientations de la SFIO concernant la guerre d'Algérie ou le soutien au général de Gaulle ont ainsi été vivement critiquées par le SNI, conduisant certains de ces dirigeants à rallier le PSA (c'est le cas de Marcel Giraudon) puis le PSU [Morin, 1990]. Au cours des années 1970, ces querelles ne seront plus qu'un lointain souvenir et dans beaucoup de fédérations du PS, les militants du SNI aideront à relancer le parti [Sawicki, 1997]. Entre temps, la démocratisation de l'enseignement secondaire, la transformation de nombreux anciens instituteurs en professeurs de collège (PEGC), l'accélération de la féminisation du métier, ont profondément renouvelé la composition du corps enseignant. Au sein du PS, les instituteurs sont de plus en plus concurrencés par des professeurs dans les sections et dans les procédures d'investiture, notamment en milieu urbain. Les filières de socialisation partisane n'ont pas changé radicalement pour autant : les amicales laïques et le syndicalisme sont demeurés des écoles de militantisme socialiste. On comprend mieux ainsi pourquoi les professeurs et les instituteurs, à eux seuls, constituent toujours dans les années 1980-1990 entre un quart et un tiers des militants et des élus du PS [Rey, Subileau, 1991].

La difficile greffe chrétienne

Aucun autre milieu socio-politique n'a sans doute eu une telle influence sur le socialisme français. On ne peut cependant comprendre le renouveau du PS dans les années 1970 sans rendre compte de la greffe difficile qui s'opère alors avec une fraction du monde catholique [Autrement, 1977 ; Esprit, 1977]. Fruit de mutations internes multiformes qui remontent à l'immédiat après-guerre et qui se sont traduites notamment par la

déconfessionnalisation de la CFDT et la radicalisation des revendications sociales portées par les mouvements d'action catholique et le syndicalisme étudiant, le gauchissement d'une partie des militants chrétiens a nourri un véritable mouvement social en quête de débouchés politiques. Déçus par l'orientation conservatrice adoptée par le MRP, hostiles à la guerre d'Algérie, désappointés par l'échec du mendésisme, puis par l'orientation intellectualiste et enfin gauchisante du PSU, ces militants d'un nouveau genre ont inventé une nouvelle manière de faire de la politique, en dehors des partis institués : dans les associations de quartier, les clubs, les groupements d'action municipaux (GAM), dans des groupements communautaires, dans le syndicalisme enfin, brouillant la frontière qui s'était progressivement constituée dans la gauche française entre action politique et action syndicale. Pour beaucoup de ces militants, la CFDT va représenter un pôle commun de référence et de rencontre. La thématique de la planification puis du socialisme démocratique et autogestionnaire qu'elle met en avant à partir des années 1960 la fait de plus en plus apparaître comme un acteur politique. Mais elle est surtout un lieu de formation, via notamment les Écoles normales ouvrières, qui va faciliter le passage de nombreux syndicalistes au socialisme.

Le milieu des « cathos de gauche » est traversé par d'importants clivages et toutes ses composantes n'éprouvent pas le même intérêt pour le PS. Au moins deux lignes de fracture qui s'entrecroisent peuvent y être repérées. Elles opposent les militants selon la proximité qu'ils entretiennent avec la classe ouvrière et selon leur degré de croyance et de pratique religieuses. La combinaison d'une foi intense et de l'ouvriérisme, typique des prêtres ouvriers et de certains membres de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et de l'Action catholique ouvrière (ACO), conduit plutôt au Parti communiste ou, après 1968, au maoïsme [Dressen, 1999]. Le PS, quant à lui, attire davantage des catholiques qui ont cessé de pratiquer et qui proviennent des classes moyennes ou supérieures. Beaucoup sont passés par le syndicalisme étudiant et la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) [Donegani, 1979 ; Chapuis, 1976]. Quant aux syndicalistes de la CFDT qui ont rejoint le PS, il s'agit plus souvent d'employés, de techniciens et de cadres moyens que d'ouvriers, ayant abandonné toute conception intégraliste de la religion. Moins prisonniers d'une conception purement morale de l'engagement, très critiques à l'égard du marxisme et plus prompts à accepter de mettre les mains dans le cambouis de la politique, souvent du fait d'une expérience acquise au sein du PSU, ces militants espèrent beaucoup du nouveau Parti socialiste, comme l'illustre le texte de l'appel aux Assises du socialisme lancé par une quarantaine de responsables de la CFDT après l'élection présidentielle de 1974. S'y exprime « la nécessité d'une force socialiste puissante et populaire, insérée dans toutes les luttes sociales dans et hors de l'entreprise, et capable d'être un pôle de rassemblement autour d'un projet socialiste fondé sur l'autogestion. » Michel Rocard saura cristalliser les valeurs et les aspirations de ce courant, même si une partie soutiendra plutôt le CÉRES. Les effets de ce rapprochement sont indéniables. Alors qu'en 1973, 11 % des délégués au congrès confédéral de la CFDT étaient membres du PS, ce pourcentage double trois ans plus tard (23 %) pour se stabiliser à 20 % en 1979 et 1982 [Bevort, Labbé, 1992]. Symétriquement, à partir de 1973, les adhérents de la CFDT représentent entre un quart et un tiers des délégués des congrès du PS. La coexistence entre militants de tradition laïque et militants de tradition chrétienne ne se passe pas toujours bien, tant s'opposent les attentes et les styles militants. La rivalité entre « rocardiens » et « mitterrandistes » alliés au CÉRES, exprime autant qu'elle accuse ce clivage. La greffe n'en a pas moins réussi dans beaucoup d'endroits, là où les « chrétiens » étaient en situation de force. Dans les fédérations de l'Ouest de la France, beaucoup des nouveaux dirigeants et élus socialistes proviennent du milieu catholique, à l'image de l'Ille-et-Vilaine où la moitié d'entre eux sont passés par l'Action catholique ou le scoutisme et 42,5 % par la CFDT [Sawicki, 1997, p. 51 sq]. En 1985, 25 % des militants du PS déclarent appartenir à la CFDT, 12 % se

disent « catholiques pratiquants » et 35 % « non pratiquants » contre 40 % « sans religion » [Rey, Subileau, 1991].

Le moralisme des « cathos de gauche », leur méfiance à l'égard de la professionnalisation politique, associés chez les militants passés par la JOC au souci de l'action concrète, la suspicion par rapport à l'État ont conduit beaucoup d'entre eux à prendre leurs distances à partir des années 1980 et à se replier sur l'action associative et/ou syndicale. Les relations entre les responsables des organisations ont de même souvent été tendues au cours des années 1980-1990. La proximité des positions du PS et de la CFDT sur de nombreux sujets et la convergence de leur évolution idéologique (soutien à la construction européenne, acceptation de l'économie de marché, réforme de l'État providence, abandon des nationalisations, ouverture au privé du capital des entreprises publiques, réduction du temps de travail...) n'en est pas moins indéniable. De même, si la stratégie de resyndicalisation de la CFDT l'a amenée à prendre ses distances par rapport au PS, des liens demeurent « à la base ». Une enquête menée auprès des adhérents de la CFDT du Nord-Pas-de-Calais en 2001 révèle ainsi que 6 % sont membres du PS et qu'autant y ont appartenu, et que 45 % considèrent le PS comme le parti dont ils se sentent le plus proches. Chez les délégués au congrès fédéral de 1999, le pourcentage d'adhérents du PS s'élève à 18 % et celui des électeurs à 75 % [Duriez, Sawicki, 2003].

La « nébuleuse laïque » et la mouvance catholique de gauche ne sont pas les seuls milieux socio-politiques par lesquels le socialisme est ancré dans la société française. Dans les campagnes rouges, notamment dans le monde viticole, dès le début du siècle, la proximité a été grande avec les responsables des coopératives et certains syndicalistes agricoles, dont beaucoup sont devenus des leaders locaux du Parti socialiste [Sagnes, 1980 ; Judt, 1979 ; Lynch, 2002]. L'émergence du mouvement des paysans-travailleurs au cours des années 1970 (ancêtre de la Confédération paysanne de José Bové), portés par d'anciens jacistes (Jeunesse agricole chrétienne) comme Bernard Lambert ou Bernard Thareau, délégué national du PS à l'agriculture, a contribué à (ré)ancrer le socialisme dans une fraction du monde paysan [Bretonnière et al., 1997]. Les liens entre le syndicalisme de la fonction publique et la SFIO puis le PS, via la CGT puis via la CGT-FO et le monde mutualiste, ont également toujours été très nombreux et ne sont pas étrangers au rapprochement récent de la FEN et des syndicats autonomes de fonctionnaires dans les années 1990, lequel a débouché sur la création, en 1992, de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA). Ces réseaux contribuent au fort ancrage électoral et militant du PS au sein du monde des fonctionnaires. S'ils ont été jusqu'à présent peu étudiés, c'est en raison de l'absence d'intégration formelle entre les organisations qui composent ce que, faute de mieux, on a baptisé le milieu partisan socialiste [Sawicki, 1997]. Ce milieu qui fait le lien entre le parti et ses électeurs a subi au cours des vingt dernières années du siècle des changements de grande ampleur qui ne sont pas que la conséquence mécanique du passage prolongé des socialistes aux sommets de l'État. La fin des écoles normales d'instituteurs, l'embourgeoisement du recrutement des enseignants, le déclin des mouvements d'action catholique, la professionnalisation du monde associatif ont tari les principaux viviers militants du socialisme français, sans que de nouveaux groupes ne viennent réellement prendre le relais. Les réseaux familiaux et le passage par les cabinets d'élus tendent à s'y substituer. À la veille de son centenaire et en dépit des droits importants qu'il reconnaît à ses adhérents, le Parti socialiste peine ainsi à susciter un réel engouement militant et à renouveler ses élites, faute d'être suffisamment ancré dans les mobilisations sociales qui traversent la société française, faute aussi sans doute d'avoir jamais réussi à se doter de réels instruments de formation et de promotion militantes en direction des classes populaires.

Frédéric Sawicki

Bibliographie :

- AUBERT Véronique, BERGOUNIOUX Alain, MARTIN Jean-Pierre, MOURIAUX René (1985), *La Forteresse enseignante. La Fédération de l'éducation nationale*, Fayard, Paris.
- AUTREMENT (1977), *À gauche ces chrétiens... Groupuscules isolés ou mouvement d'avant-garde ?*, n° 8, février.
- BACOT Paul (1979), *Les Dirigeants du PS*, Presses universitaires de Lyon, Lyon.
- BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard (1992), *Le Long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français 1905-1992*, Fayard, Paris.
- BEVORT Antoine, LABBÉ Dominique (1992), *La CFDT : organisation et audience depuis 1945*, La Documentation française, Paris.
- BIRNBAUM Pierre (dir.) (1985), *Les Élités socialistes au pouvoir. 1981-1985*, PUF, Paris.
- BRETONNIÈRE Bernard, COLSON François, LEBOSSÉ Jean-Claude, 1997, *Bernard Thureau, militant paysan*, Les Éditions de l'atelier, Paris.
- CANDAR Gilles, PROCHASSON Christophe (1992), « Le socialisme à la conquête des terroirs », *Le Mouvement social*, n° 160, p. 33-62.
- CAYROL Roland (1978), « Le PS à l'entreprise », *Revue française de science politique*, vol. 28, n° 2, p. 296-312.
- CHAPUIS Robert (1976), *Les Chrétiens et le socialisme*, Calmann-Lévy, Paris.
- CHARLE Christophe (1994), « Les Normaliens et le socialisme (1867-1914) », in Madeleine Rebérioux et Gilles Candar (dir.), *Jaurès et les intellectuels*, Éditions de l'Atelier, Paris.
- CLOUET Stéphane (1993), « Les écoles socialistes ont-elles existé ? », *Revue de l'Ours*, n° 211.
- COLLOVALD Annie (1985), « La République du militant. Recrutement et filières de la carrière politique des députés », in Pierre Birnbaum (dir.) (1985), *op. cit.*, p. 11-52.
- DAGNAUD Monique, MEHL Dominique (1982), *L'Élite rose, qui gouverne ?*, Ramsay, Paris.
- DION Stéphane (1986), *La Politisation des mairies*, Economica, Paris.
- DOGAN Mattei (1961), « Political Ascent in a Class Society : French Deputies 1870-1958 », in Dwaine Marvick (ed.), *Political Decision-Makers*, The Free Press, Glencoe.
- DONEGANI Jean-Marie (1979), « Itinéraire politique et cheminement religieux : l'exemple des catholiques militants du PS », *Revue française de science politique*, vol. 29, n° 5, p. 693-738.
- DRESSEN Marnix (1999), *De l'amphi à l'établi... Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Belin, Paris.
- DURIEZ Bruno, SAWICKI Frédéric (2003), « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale : le cas de la CFDT », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, n° 63, p. 17-57.
- DUVERGER Maurice (1976), *Les Partis politiques*, Seuil, Paris (1^{ère} éd. 1951).
- ESPRIT* (1977), Les militants d'origine chrétienne, n° 4-5, avril-mai.
- GAXIE Daniel (1980), « Les logiques du recrutement politique », *Revue française de science politique*, vol. 30 n° 1, p. 5-45.
- GEORGI Frank (1990), « Les Amicales socialistes d'entreprise en province : le cas de la Fédération du Nord (1936-1939) », *Le Mouvement social*, n° 153, p. 47-61.
- GERSTLÉ Jacques (1979), *Le Langage des socialistes*, Stanké, Paris.
- GIRAULT Jacques (1995), *Le Var rouge. Les Varois et le socialisme de la fin de la première guerre mondiale au milieu des années 1930*, Publications de la Sorbonne, Paris.
- GIRAULT Jacques (2000), « La SFIO et le monde enseignant », in Serge Berstein, Frédéric Cépède, Gilles Morin, Antoine Prost (dir.), *Le Parti socialiste entre résistance et République*, Publications de la Sorbonne, Paris, p. 293-306.
- GIRAULT Jacques et alii (dir.) (2001), *L'Implantation du socialisme en France au XX^e siècle. Partis, réseaux, mobilisation*, Publications de la Sorbonne, Paris.

HAINSWORTH Raymond (1976), « Les grèves du Front populaire de mai et juin 1936. Une nouvelle analyse fondée sur l'étude de ces grèves dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais », *Le Mouvement social*, n° 96, p. 3-30.

JUDT Tony (1976), *La Reconstruction du parti socialiste, 1921-1926*, Presses de la FNSP, Paris.

JUDT Tony (1979), *Socialism in Provence 1871-1914. A Study in the Origins of the Modern French Left*, Harvard University Press, Cambridge.

JULLIARD Jacques (1988), *Autonomie ouvrière. Études sur le syndicalisme d'action directe*, Hautes Études-Gallimard-Seuil, Paris.

KRIEGEL Annie (1968), *Le Pain et les roses. Jalons pour une histoire des socialismes*, UGE, 10/18, Paris.

LAGROYE Jacques, LORD Guy, MOUNIER-CHAZEL Lise, PALARD Jacques (1976), *Les Militants politiques dans trois partis français (PC, PS, UDR)*, Pedone, Paris.

LEFEBVRE Rémi (2001a), « Ce que le municipalisme fait au socialisme », in Jacques Girault (dir.), *L'Implantation du socialisme...*, op. cit., p. 123-141.

LEFEBVRE Rémi (2001b), « "Le conseil des buveurs de bière" de Roubaix (1892-1902) », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, n° 53, 2001, p. 87-116.

LEFRANC Georges (1977), *Le Mouvement socialiste sous la troisième République*, Payot, Paris, 2 vol. (1^{ère} éd. 1963).

LYNCH Édouard (2002), *Moissons rouges. Les socialistes français et la société paysanne durant l'entre-deux guerres (1918-1940)*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq.

MARREL Guillaume (2001), « Le maire, le parti et la carrière. Implantation municipale, cumul et notification des élus socialistes (1892-1940) », in Jacques Girault et al. (dir.) (2001), *L'Implantation du socialisme...*, op. cit., p. 143-165.

MÉNAGER Bernard, RATTE Philippe, THIÉBAULT Jean-Louis, VANDENBUSSCHE Robert, WALLON-LEDUCQ Christian-Marie (dir.) (1987), *Guy Mollet. Un camarade en République*, Presses universitaires de Lille, Villeneuve d'Ascq.

MÉRIAUDEAU Sandra (2001), *Histoire d'une fédération du Parti socialiste SFIO. La Fédération socialiste de l'Ain, 1944-1969, Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, n° 21, Paris.

MONATTE Pierre (1976), *La Lutte syndicale*, Maspero, Paris.

MORIN Gilles (1990), *De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au PSA (1954-1960). Un courant socialiste de la SFIO au PSU*, thèse pour le doctorat d'histoire, Université Paris I.

MORIN Gilles (2000), « Espace et réseaux socialistes après la Libération : pistes de recherches », in Serge Bernstein et alii (dir.), *Le Parti socialiste...*, op. cit., p. 307-323.

MORIN Gilles (2001), « Jalons pour l'établissement d'une prosopographie des élus socialistes, 1905-1971 », in Jacques Girault (dir.), *L'Implantation du socialisme...*, op. cit., Paris, p. 79-95.

MOSS Bernard H. (1985), « Aux origines du mouvement ouvrier français. Le socialisme des ouvriers de métier, 1830-1914 », *Annales littéraires de l'Université de Besançon*, Les Belles lettres, Paris (1^{ère} éd. 1976).

MOSSUZ Janine (1970), *Les Clubs et la politique en France*, Armand Colin, Paris.

NADAUD Éric (1990), « Le renouvellement des pratiques militantes de la SFIO au début du Front Populaire (1934-1936) », *Le Mouvement social*, n° 153, p. 9-32.

NEVERS Jean-Yves (1983), « Du clientélisme à la technocratie : cent ans de démocratie communale dans une grande ville, Toulouse », *Revue française de science politique*, vol. 33, n° 3, p. 428-454.

OZOUF Jacques, OZOUF Mona, avec AUBERT Véronique et STEINDECKER Claire (1992), *La République des instituteurs*, Hautes Études-Gallimard-Seuil, Paris.

- PORTELLI Hugues (1980), *Le Socialisme français tel qu'il est*, PUF, Paris.
- PROCHASSON Christophe (1993), *Les Intellectuels, le socialisme et la guerre. 1900-1938*, Seuil, Paris.
- QUELLIEN Jean (1984), « Un milieu ouvrier réformiste : syndicalisme et réformisme à Cherbourg à la Belle Époque », *Le Mouvement social*, n° 127, p. 65-87.
- REBÉRIOUX Madeleine (1997), « Le socialisme français de 1971 à 1914 », in Jacques Droz (dir.), *Histoire générale du socialisme. 2. De 1875 à 1918*, PUF, « Quadrige », Paris, p. 133-236 (1^{ère} éd. 1974).
- RÉMY Sylvie (2001), *Les Socialistes indépendants de la fin du XIX^e siècle au début du XX^e siècle en France*, thèse pour le doctorat d'histoire, Université de Limoges.
- REY Henri, SUBILEAU Françoise (1991), *Les Militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Presses de la FNSP, Paris.
- RIOUX Jean-Pierre (1979), « Les socialistes dans l'entreprise au temps du Front populaire : quelques remarques sur les Amicales socialistes (1936-1939) », *Le Mouvement social*, n° 106, p. 3-24.
- ROUSSEAU Guy (1991), *Le Temps du gouyat, l'enracinement socialiste dans le Puy-de-Dôme (1870-1914)*, Publications de l'Institut d'Études du Massif Central, Clermont-Ferrand.
- SADOUN Marc (1982), *Les Socialistes sous l'occupation*, Presses de la FNSP, Paris.
- SADOUN Marc (1988), « Sociologie des militants et sociologie du parti : le cas de la SFIO sous Guy Mollet », *Revue française de science politique*, vol. 38, n°3, p. 348-369.
- SAGNES Jean (1980), *Le Mouvement ouvrier du Languedoc. Syndicalistes et socialistes de l'Hérault de la fondation des bourses du travail à la naissance du parti communiste*, Privat, Toulouse.
- SAWICKI Frédéric (1997), *Les Réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Belin, Paris.
- SUBILEAU Françoise, YSMAL Colette, REY Henri (1999), *Les Adhérents socialistes en 1998*, Cahiers du Cevipof, Paris.
- TREMPÉ Rolande (1971), *Les Mineurs de Carmaux. 1848-1914*, Éditions ouvrières, Paris.
- WAHL Alfred (1979), « Les députés SFIO de 1924 à 1940 : essai de sociologie », *Le Mouvement social*, n° 106, p. 25-44.
- WILLARD Claude (1965), *Le Mouvement socialiste en France (1893-1905) : les guesdistes*, Éditions sociales, Paris.
- WINOCK Michel (1999), « La culture politique des socialistes », in Serge Bernstein (dir.), *Les Cultures politiques en France*, Seuil, Paris, p. 179-214.
- ZIEBURA Gilbert (1967), *Léon Blum et le Parti socialiste. 1872-1934*, Armand Colin, Paris.